Mercredi 9 septembre 1970

Question Ziegler du 10 juin 1970.


Le Conseil fédéral
décide:

Le projet de réponse à la question Jean Ziegler du 10 juin 1970 concernant la participation de maisons suisses à la construction du barrage de Cabora Bassa au Mozambique est approuvé avec une modification (voir annexe).

Au Conseil national.

Extrait du procès-verbal au Département politique (10); à la Chancellerie fédérale, pour exécution et à la Division du commerce (3).

Pour extrait conforme:
Le secrétaire,

SCELLÉ
Barrage de Cabora Bassa – Participation suisse

Le gouvernement portugais actuel se déclare décidé de perpétuer sa domination coloniale en Afrique. Cette domination s'exerce au moyen des armes à l'encontre d'une population africaine qui n'a jamais été consultée sur son sort.

Le Portugal s'apprête à édifier un barrage dans le Nord-ouest du Mozambique. Les 140'000 km² de savanes ainsi irriguées devraient – selon le projet – accueillir près d'un million de colons blancs nouveaux. Des troupes sud-africaines, portugaises et rhodésiennes défendent le chantier dès maintenant contre l'armée de libération nationale (FRELIMO).


Or la presse internationale relève que des maisons suisses, notamment la maison Brown Boveri, seraient prêtes à se substituer aux maisons anglaises, suédoises et autres pour participer par des investissements et des fournitures substantielles au barrage de Cabora Bassa. La Confédération serait d'accord de soutenir ces efforts notamment par la garantie fédérale des risques de l'exportation.

Vu les conséquences humaines pour le peuple africain découlant d'une permanence éventuelle de l'oppression portugaise, le Conseil fédéral ne pense-t-il pas qu'il devrait intervenir énergiquement auprès des maisons suisses concernées pour qu'elles renoncent à leur participation?

9.9.1970 (XXXVIII - 11) - 528
Réponse du Conseil fédéral

La construction du barrage de Cabora Bassa a fait l'objet en 1966 d'un appel d'offres international. À cette époque, le projet ne semble guère avoir suscité d'objections et des entreprises de divers pays se sont intéressées à sa réalisation. L'énergie électrique fournie par les futures installations serait consommée en Afrique du Sud, en Rhodésie et au Malawi, de même que par l'industrie qui pourrait éventuellement s'établir à proximité du lieu de production. L'édification du barrage permettrait aussi la mise en valeur de terres aujourd'hui périodiquement inondées ou desséchées et de ce fait inexploitables. En revanche, selon les renseignements obtenus de divers côtés, la possibilité d'une colonisation systématique et à grande échelle de la région paraît très peu vraisemblable.

L'ouvrage devrait être terminé en 1974. La construction est en cours. Elle est confiée à un consortium international composé essentiellement de sociétés françaises, allemandes, sud-africaines et, naturellement, portugaises. Dans l'éventualité où des entreprises où des banques de notre pays s'intéresseraient à ce projet, une telle participation n'aurait donc qu'une importance minime par rapport au coût total, très élevé, de l'ouvrage et ne serait par conséquent nullement déterminante pour sa réalisation.

Les autorités fédérales ne disposent au surplus d'aucun moyen légal pour empêcher une participation de maisons suisses. Si, en revanche, la garantie contre les risques à l'exportation devait être sollicitée, le Conseil fédéral ne manquerait pas d'examiner la demande avec la plus grande attention et en tenant compte de tous les aspects du cas.
Kleine Anfrage Ziegler

vom 10. Juni 1970

Staudamm Caboara Bassa, Schweizerische Beteiligung

Die heutige portugiesische Regierung bekannte ihre Entscheidung, die Kolonialherrschaft in Afrika zu verweigern. Diese Herrschaft wird mit Waffengewalt über eine afrikanische Bevölkerung ausgeübt, die sie über ihr Schicksal befragt worden ist.

Portugal ist im Begriffe, im Nordwesten Mozambique's einen Staudamm zu bauen. Die 140.000 km² umfassenden Savannen, die dann bewässert werden, sollen gemäß dem Projekt etwa eine Million neue weisse Siedler aufnehmen. Schon jetzt schützen südafrikanische, portugiesische und rhodische Truppen den Bauplatz gegen die Armee der nationalen Befreiungsfront (Frelimo).


Nun berichtet aber die internationale Presse, dass Schweizer Unternehmen, worunter die Firma Brown Boveri, dazu bereit seien, sich anstelle der englischen, schweisdischen und andern Firmen mit wesentlichen Investitionen und Lieferungen am Staudammprojekt von Caboara Bassa zu beteiligen. Das Einverständnis des Bundes, diese Vorhaben durch Gewährung der Exportrisikogarantie zu unterstützen, liegt vor.

Ist der Bundesrat angesichts der menschlichen Folgen, die sich für das afrikanische Volk aus einer unbegrenzten Fortdauer der portugiesischen Unterdrückung ergeben müssten, nicht der Ansicht, dass er bei den betreffenden Schweizer Firmen mit allem Nachdruck darauf dringen sollte, dass sie auf eine Beteiligung verzichten?

9.9.1970


Die Bundesbehörden verfügen über keine gesetzlichen Mittel, um eine Beteiligung schweizerischer Unternehmen zu verhindern. Sollten hingegen Gesuche um die Gewährung der Exportrisikogarantie gestellt werden, würde der Bundesrat solche Anfragen mit größter Aufmerksamkeit prüfen und allen Aspekten des Falles Rechnung tragen.